

# ISSUE BRIEF

MAI 2020 | GOUVERNANCE MONDIALE

## Quels effets de la pandémie sur la compétition entre les Etats-Unis et la Chine ?

Par Philippe Coste, Ancien Ambassadeur de France,  
membre du Comité d'Orientation, The Bridge Tank

Dans la mentalité américaine, volontiers optimiste, souvent un peu naïve et largement nombriliste, le fait que l'extraordinaire renaissance de la Chine ne débouche pas sur la « convergence des systèmes » ni n'entraîne le ralliement de la Chine à la démocratie a constitué une surprise et une grande déception. Comme souvent quand leurs anticipations ne se réalisent pas, les commentateurs américains en sont restés profondément meurtris. On est même passé d'un extrême à l'autre. Aujourd'hui, l'idée que les deux pays sont condamnés à une compétition sans merci a pris racine dans les esprits. Et d'aller chercher la caution irrécusable de Thucydide pour mieux installer ladite idée dans les fondamentaux des relations internationales contemporaines.

On aurait pu néanmoins penser que l'irruption du covid 19 allait conduire les deux compétiteurs à observer une trêve. En 2008-2009 quand la crise des subprimes a éclaté, Washington et Pékin se sont entendus pour coopérer étroitement et faire en sorte de limiter la casse. Aujourd'hui, on aurait pu raisonnablement s'attendre à voir les deux puissances mettre une sourdine à leurs griefs et agir de concert contre la pandémie dès lors que la planète entière était concernée. Force est de constater que c'est l'inverse qui s'est produit.

### POINTS CLÉS

**Les tensions entre les deux compétiteurs sont en train de s'aggraver, la situation de la Chine par rapport aux Etats-Unis va probablement se renforcer et la gouvernance mondiale fait encore plus gravement défaut que par le passé, appelant à plus d'Europe.**

- ▶ Que les deux puissances qui tiennent entre leurs mains une bonne partie du sort de la planète se montrent si peu pénétrées de leurs responsabilités vis-à-vis des autres est non seulement un spectacle navrant, mais tout se passe comme si les institutions internationales elles-mêmes étaient détournées de leur vocation et devenaient le champ clos d'une lutte d'influence entre les deux superpuissances.
- ▶ Les éléments qualitatifs conduisent néanmoins à nuancer l'appréciation d'une Chine ayant pris l'avantage relatif. Avant la « diplomatie des masques », les Européens étaient partagés à l'égard de la Chine : un peu méfiants mais très intéressés à continuer de faire des affaires avec ce pays de cocagne. Depuis, les proportions se sont inversées : toujours intéressés à faire des affaires mais nettement plus méfiants.
- ▶ Il n'en est que plus urgent que le seul recours imaginable, c'est-à-dire l'Europe, se mobilise encore plus énergiquement pour appeler le monde à la raison. Evidemment, entre les disputes sur le Brexit et celles sur la solidarité financière entre pays du Nord et du Sud, et avec les échéances de court terme écrasantes qui assaillent les gouvernements européens, la tâche n'est pas aisée, pour dire le moins. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas la tenter, avec conviction et opiniâtreté, car c'est la seule voie possible.

## L'AGGRAVATION DES TENSIONS ENTRE LA CHINE ET LES ETATS-UNIS

En fait, un climat délétère s'est installé, précisément dans le sillage de la crise des subprimes. Dans les pays occidentaux, les laissés pour compte de la mondialisation se sont tournés vers les thèses populistes. Donald Trump a été élu à la présidence des Etats-Unis sur le mot d'ordre « America first ». La conséquence pratique en a été double du point de vue qui nous intéresse : d'abord le passage au crible des relations avec les grands partenaires commerciaux de l'Amérique, à commencer par la Chine ; ensuite le refus de s'impliquer davantage dans le système de solidarité multilatérale qui a beaucoup contribué à la force des Etats-Unis et contre lequel le gouvernement de ce même pays militait désormais.

La guerre commerciale lancée contre la Chine, faite, à la base, de négociations musclées en parallèle avec des mesures de sur-taxation des exportations chinoises, a vite grandi aux dimensions d'un combat de géants : le combat pour la prééminence mondiale. A l'appui de sa cause, l'Amérique en est venue à rameuter tous ses sujets d'inquiétude : la hausse accélérée des dépenses militaires chinoises et l'annexion rampante des îlots de Mer de Chine du sud, la rivalité en matière d'intelligence artificielle et la crainte que la 5G de Huawei n'aboutisse à introduire l'œil de Pékin dans les communications occidentales, la suspicion à l'égard des « Nouvelles Routes de la Soie » (Belt and Road Initiative) supposées véhiculer un impérialisme sournois etc. etc. De son côté, la Chine y a vu la crispation d'une puissance sur le déclin qui s'accroche désespérément à un statu quo qui l'avantage et refuse de reconnaître la légitimité du retour au premier rang de l'ancien Empire du Milieu.

Dans ce contexte de méfiance généralisée, loin d'apaiser les choses, l'irruption du coronavirus les a encore plus envenimées en braquant l'attention sur le lien supposé entre la pandémie et le système politique chinois.

Il est établi que les premiers cas de la maladie sont apparus à Wuhan vers la fin du mois de novembre 2019 et que les mesures de confinement n'ont été prises que le 22 janvier, soit environ deux mois plus tard. On sait que dans ce genre d'affaire, la rapidité de réaction est essentielle pour contenir la contagion. Précisément, depuis l'épidémie de SRAS, en 2002-2003, un dispositif de prévention avait été établi, en Chine et dans d'autres pays de la région, pour réagir sans délai en cas de résurgence du risque. C'est d'ailleurs ce qui a permis aux pays voisins (Taïwan, Singapour etc.) de se mobiliser immédiatement et de faire barrage à la maladie dès que les premiers signes en ont été connus. Les questions viennent donc naturellement à l'esprit :

pourquoi la Chine continentale, forte de la même expérience et disposant d'un dispositif de mobilisation semblable, l'a-t-elle actionné si tardivement ? Et pourquoi avoir, au contraire, imposé le silence aux médecins de Wuhan qui avaient voulu alerter la population ? Et pourquoi avoir autorisé, le 18 janvier, un fameux banquet de 40 000 couverts au risque de donner l'élan maximal à une contamination massive ? Et pourquoi avoir, le jour du confinement venu, interdit les vols intérieurs au départ de Wuhan mais laissé opérer les vols internationaux ?

La réponse la plus vraisemblable à cette avalanche de questions tient en un mot : la façon dont la société chinoise est organisée. Depuis l'arrivée de Xi Jinping à la tête du pays, celui-ci fait l'objet d'une reprise en main très énergique. Comme Mao Tsé Toung mais à la différence de ses autres prédécesseurs depuis Deng Xiao Ping, le président Xi rassemble entre ses mains tous les pouvoirs. Le nombre de mandats qu'il peut exercer n'est plus limité dans le temps. Une vaste offensive de lutte contre la corruption lui a permis d'écarter ses adversaires politiques. Les tendances particularistes, au Sinkiang, au Tibet, à Hong Kong, sont combattues avec une vigueur accrue. Le contrôle de l'Etat-Parti sur l'économie s'est appesanti ; les opposants et autres dissidents sont muselés ; des secteurs de plus en plus larges de la population, grâce aux nouvelles technologies de l'information et à l'intelligence artificielle, font maintenant l'objet d'un contrôle social étroit et individualisé. Chez les Chinois « de base », la spontanéité du discours est devenue très précautionneuse. Les fonctionnaires marchent droit, se gardent de prendre des initiatives et plus encore de se faire porteurs de mauvaises nouvelles.

Dans cette ambiance apeurée, avec la perspective du Nouvel An lunaire et celle du calendrier politique du printemps, l'apparition du coronavirus à Wuhan, a dû naturellement conduire les responsables locaux à se couvrir en en référant à l'autorité supérieure tout en minimisant le phénomène dans l'espoir que la maladie ne se transmettrait pas d'homme à homme. A mesure que la gravité du problème s'est révélée dans toute son étendue, la nouvelle a sans doute gravi les degrés de la hiérarchie et fini par arriver au chef suprême. Pour le dire autrement, dans cette affaire, on a probablement perdu un temps précieux parce que, Xi Jinping faisant régner une ambiance d'insécurité, nul n'a dû oser faire jouer des réflexes de bon sens et résoudre le problème au plus près du terrain. La catastrophe planétaire que nous connaissons apparaît ainsi comme le sous-produit d'un système, un système qui n'a certes pas attendu Xi pour exister mais qui, depuis l'ascension de Xi au sommet, a retrouvé son inflexibilité de jadis.

Les Chinois ordinaires ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Le 7 février 2020, le Dr Li, le premier lanceur d'alerte de Wuhan prié de se taire sur ordre de la police, est tombé lui-même victime du covid 19. L'annonce de sa mort a déclenché un immense tollé sur la toile chinoise : un déluge de messages indignés, aussitôt traqués par les agents de la censure mais renaissant sans cesse de leurs cendres. Ces messages avaient en commun de prendre pour cible l'Etat-Parti de Xi Jinping. Il était essentiel de couper court à ce mouvement sacrilège. Fidèle à sa manière de faire, Xi a réagi avec la plus grande fermeté. Il a convoqué le 23 février, par vidéo conférence, une réunion extraordinaire du ban et de l'arrière-ban des cadres du parti, 170 000 personnes en tout, pour leur donner ses instructions et les enjoindre à les mettre en œuvre avec le plus grand empressement.

Depuis lors, on a vu se développer une vaste opération de relecture des faits que chacun était prié de reprendre à son compte. On passait sous silence les hésitations, pourtant cruciales, des deux premiers mois et on magnifiait les mesures prises à partir du 23 janvier en faisant ressortir l'efficacité de l'Etat-Parti et de son chef et en assimilant la critique du pouvoir à une critique de la Chine elle-même. Contester les décisions, prises ou non prises, c'est se montrer anti patriote. Sur la base du récit ainsi revisité s'est déployée dès le début de mars une campagne tous azimuts menée tambour battant. Expulsion de correspondants de presse américains à la plume impertinente, arrestation de Ren Zhiqiang, ce prince rouge auteur d'un virulent pamphlet contre Xi Jinping et sa gestion de la crise, publicité tapageuse donnée à la livraison de produits et équipements de santé aux pays étrangers touchés par la pandémie, déclaration du porte-parole du ministère des Affaires Etrangères attribuant l'introduction du virus à une visite de militaires américains à Wuhan, déclarations outrageantes d'ambassadeurs (notamment l'ambassadeur de Chine à Paris) calomniant l'attitude des autorités et des personnels sanitaires de leurs pays de résidence...

De leur côté, les Etats-Unis ne sont pas en reste pour souffler sur les braises. Donald Trump prend visiblement un malin plaisir à agacer la susceptibilité de Pékin en insistant sur l'origine chinoise du virus, en prétendant qu'il a été mis au point volontairement dans un laboratoire à Wuhan, en évoquant complaisamment l'idée de réparations ou de sanctions, en réclamant que Taïwan retrouve son statut d'observateur à l'OMS... Le souci de détourner l'attention de sa propre gestion de la crise, particulièrement fantasque, et plus encore, celui de présenter sous le meilleur jour possible sa candidature à la réélection : tout cela crève les yeux. Mais ce qui est frappant aussi, c'est cette manière de

recourir à des gamineries de cour de récréation et le fait que Pékin réponde, à peu de choses près, sur le même ton. Tout se passe comme si Donald Trump avait entraîné Xi Jinping dans la médiocrité, comme si la seule préoccupation des deux plus puissants dirigeants du monde était d'assurer la pérennité de leur pouvoir, comme si l'un et l'autre ne s'entendaient que pour se dénigrer réciproquement.

Comme si ces échanges d'invectives n'étaient pas suffisamment navrants, on voit les deux protagonistes franchir encore un cran et céder à la tentation de se toiser à nouveau en mer de Chine du sud comme ils l'ont fait fin avril. Pékin cherche sans doute à tester la résolution de Washington à un moment où la pandémie parvient à des sommets et Washington s'empresse de répliquer pour bien montrer que la situation sanitaire ne saurait affecter la permanence de son engagement dans la région. Certes, la pandémie ne change pas objectivement la situation mais elle peut donner à Pékin la fausse impression que le moment est venu de pousser son avantage. A cela s'ajoute qu'avec la montée de fièvre nationaliste qui a atteint la Chine après le coronavirus, le mot d'ordre « unifier Taïwan de force » s'y fait entendre de manière de plus en plus entêtante depuis février. Et Xi a averti ses compatriotes qu'ils devaient s'attendre à affronter un environnement plus hostile à l'avenir.

C'est dire que la tension a atteint des sommets inquiétants.

---

### **EN FAVEUR DE QUI CETTE AGGRAVATION DES TENSIONS VA-T-ELLE JOUER EN DÉFINITIVE ?**

La plupart des analystes s'accordent à penser, avec de bons arguments, que la Chine va sortir de la crise sanitaire en cours en meilleure posture qu'elle n'y est entrée. Si la Chine arrive à contenir une deuxième vague d'épidémie comme cela paraît être le cas, elle peut se présenter comme la première des grandes puissances à s'être tirée d'affaire.

Et en effet, si l'on prend, par exemple, le nombre de personnes victimes de la maladie à l'échelle mondiale, les statistiques officielles faisaient état de 200 000 morts entre le 24 et le 25 avril 2020 (chiffre rond, commode pour en tirer des pourcentages). Sur ce total, 4 636 victimes étaient recensées en Chine et 53 755 aux Etats-Unis, soit environ 2,3% d'un côté contre 26,9% de l'autre. Ces statistiques sont certes très peu fiables : la définition des catégories varie dans l'espace et le temps, elles dépendent de la manière plus ou moins soigneuse dont elles ont été recueillies et sont sujettes à manipulations politiques. Avec toutes ces réserves, elles donnent néanmoins une indication significative en faveur de la Chine. Cela d'autant plus que, le 25 avril, la Chine

avait passé le cap mais pas les Etats-Unis et que les alliés des Etats-Unis (les pays de l'OTAN) concentraient de leur côté autour de 55% des décès de la planète imputables au corona virus. Ici encore, même sujets à forte caution, ces chiffres indiquent un net avantage en faveur de la Chine.

Il en va de même dans le domaine économique. Selon le scénario de base, très prudent, du FMI, le PIB mondial devrait perdre 3% de sa valeur en 2020 et en regagner 5,8% en 2021. Mais par rapport à cette moyenne, les Etats-Unis devraient en perdre près du double, avec - 5,9% en 2020, et n'en regagner qu'un peu moins, avec + 4,7% en 2021. En ce qui concerne la Chine, la croissance en 2020 devrait être réduite mais encore positive, avec un gain de 1,2%, et elle rebondirait en 2021 avec un spectaculaire + 9,2%. Pour les pays dits « avancés » alliés de l'Amérique (UE, Royaume-Uni, Japon, Canada), le plongeon de 2020 devrait être encore plus marqué qu'aux Etats-Unis (autour de -7%) tandis que la récupération en 2021 ne devrait pas être supérieure à celle des Etats-Unis. A cela s'ajoute que les scénarios pessimistes du FMI, ceux qui se fondent sur l'hypothèse d'un arrêt de l'économie d'une durée supérieure à 3 mois et sur celle de l'apparition d'une deuxième vague de covid 19, ont plutôt moins de chance de se produire en Chine qu'aux Etats-Unis ou dans les pays avancés. Au total donc, au seuil de la nouvelle décennie, la Chine se trouve en nettement moins mauvaise posture que les Etats-Unis et leurs alliés pour faire face à l'avenir.

Maintenant, au-delà de ces arguments quantitatifs, les éléments qualitatifs conduisent néanmoins à nuancer l'appréciation.

Avec son bilan humain et ses indicateurs économiques relativement favorables, la Chine avait de bons arguments pour se poser en modèle d'efficacité et partant pour faire figure de chef de file planétaire de la lutte contre la pandémie. C'était beaucoup moins le cas de Donald Trump : sa manière de gérer la crise en faisait l'exemple à ne pas suivre et son désintérêt pour la coopération internationale le disqualifiait pour mobiliser largement autour de lui. Déjà d'ailleurs, telle ou telle recette mise au point par la Chine trouvaient des imitateurs. Ainsi par exemple, l'application à code-couleur pour surveiller la santé, les mouvements et les contacts des personnes était adoptée par un nombre appréciables d'Etats.

Le pays ne manquait donc pas de justification pour lancer sa campagne d'auto promotion de ces derniers mois. Las ! Il l'a déployée si maladroitement que l'opération s'est révélée contre-productive. Il est apparu que les opérations de solidarité qu'il menait très ostensiblement n'avaient rien de particulièrement remarquable : elles n'étaient que la réciproque de celles dont il avait bénéficié auparavant de la part des pays

occidentaux mais auxquels il avait demandé d'observer la plus grande discrétion. Aussi bien, l'activité fébrile – et souvent rémunératrice - déployée par la Chine pour approvisionner le monde en médicaments et autres équipements sanitaires était en fait bien naturelle s'agissant du pays qui concentre sur son territoire la fabrication d'au moins 75% de ces produits. Pire encore, à force de monter en épingle les défaillances des pays occidentaux et de faire son miel de leurs maladroites pour mieux mettre en valeur sa supériorité, le pouvoir chinois a fini par donner la vague impression, justifiée ou non, d'éprouver une joie mauvaise du malheur des autres... Autrement dit, dans ces circonstances dramatiques, de se montrer faussement solidaire mais surtout concurrent et avide d'exploiter jusqu'au bout l'avantage du moment.

Avant la « diplomatie des masques », les Européens étaient partagés à l'égard de la Chine : un peu méfiants mais très intéressés à continuer de faire des affaires avec ce pays de cocagne. Depuis, les proportions se sont inversées : toujours intéressés à faire des affaires mais nettement plus méfiants. Et plus encore depuis qu'elle multiplie les interventions grossières : que ce soit pour essayer de châtrer un rapport de Bruxelles dénonçant sa campagne de désinformation, ou pour transformer un reportage factuel de la télévision italienne en supposée ovation à la générosité chinoise, ou encore en menaçant les autorités australiennes de représailles économiques si elles persistent à demander une enquête internationale sur les origines de la pandémie.

Ces manœuvres affaiblissent en fait la Chine et sont de nature à annuler les avantages objectifs qu'elle retire de ses succès dans la crise sanitaire. Dans la controverse sur la 5G de Huawei, par exemple, les opinions réservées pourraient bien devenir majoritaires comme le suggère la montée des « China Hawks » au sein du parti conservateur au Royaume Uni. Plus généralement, la question du jour est celle de la défense des entreprises en crise de trésorerie contre les manœuvres opportunistes de prédateurs extérieurs, au premier rang desquels on suspecte, naturellement, les investisseurs chinois. Une autre question du jour est celle de la relocalisation des activités. Sans être nouvelle, celle-ci fait l'objet d'un débat beaucoup plus actif qu'auparavant. Aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, on en est maintenant à prendre des dispositions pratiques pour, selon le nouveau mot d'ordre, « réduire la dépendance à l'égard de la Chine » et, au minimum, ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. En tout état de cause, l'ambiance désormais très alourdie qui préside aux relations américano-chinoises ne peut que qu'inciter à la retenue tous ceux qui, d'un côté, cherchent à faire des affaires de l'autre.

## UN REPLI CHINOIS ?

Repli sur soi, découplage, exigences accrues en matière d'intensité carbone : d'une manière ou d'une autre, tout cela va tendre à faire disparaître des emplois et à plus long terme, à remettre en question le rôle central de la Chine dans l'économie mondiale. Le mouvement de recul qui existait depuis plusieurs années en raison du coût croissant de la main d'œuvre chinoise et de la guerre commerciale américaine, au profit notamment du Mexique, du Vietnam, de l'Ethiopie et d'autres, va s'accélérer avec le covid 19. Il y a certes loin de la coupe aux lèvres. Tout cela prendra du temps et de l'argent. Beaucoup d'entreprises d'origine occidentales continuent de vouloir rester en Chine ne serait-ce que pour y servir le marché intérieur. Mais le mouvement est parti. Il va commencer par s'appliquer aux produits de santé mais va se poursuivre et s'étendre.

Il est même probable que la méfiance a gagné bien au-delà du cercle des pays occidentaux. Les efforts que la Chine poursuit depuis une bonne douzaine d'années pour développer sa « soft power » à travers le monde rencontrent des opinions publiques qui restent en général sur la réserve, travaillées qu'elles sont par un sentiment antichinois toujours vif dans bon nombre de pays d'Asie, voire au-delà. L'avalanche de critiques dont la Chine a été l'objet à propos du déclenchement de la crise sanitaire ne pourra pas rester sans effets. Certes, les gouvernements de ces pays sont souvent plus ouverts que leurs opinions parce que sensibles à l'intérêt pratique de la coopération avec la Chine. De ce point de vue, la manière dont Pékin va traiter la question de la dette va constituer un test critique. La Chine détient, selon la Banque Mondiale, 17% du stock de la dette des PVD. Du fait de la pandémie et de ses effets économiques, bon nombre de ces endettés sont incapables de faire face à leurs échéances. Avec ses partenaires du G20, la Chine a suspendu le paiement des intérêts jusqu'à la fin de l'année. C'est un secours d'urgence bienvenu mais qui n'est pas à la mesure du problème. Il va falloir restructurer, voire annuler certaines au moins des dettes en cause. De cet exercice, les pays membres du Club de Paris sont familiers mais pas la Chine qui n'en fait pas partie et qui, jusqu'à présent, n'a jamais pratiqué la remise de dette. Son image auprès des PVD va dépendre pour une bonne part de la manière dont elle répond à leurs demandes.

Cette question rejoint celle du sort qui attend la grande initiative à laquelle Xi Jinping a attaché son nom, celle des Routes de la Soie. Les projets, surtout d'infrastructure, qui ont été engagés à ce titre sont dans la plupart des cas interrompus. L'urgence est ailleurs et en tout état de cause, les contacts physiques entre la

Chine et ses partenaires ne sont plus guère praticables. On estime à 461 Mds\$ le montant des prêts annoncés - mais pas nécessairement déboursés - au titre de projets BRI par les institutions financières chinoises depuis 2013. Une part importante de ces prêts a été consentie à des pays classés par l'OCDE comme pays à risque élevé ou très élevé : Afghanistan, Iran, Venezuela par exemple. Sur le fond, la grande plasticité de l'Initiative lui permet de s'ouvrir à de nouvelles priorités : on évoque la Route de la Soie de la Santé ou la Route de la Soie Digitale. Malgré tout, en ces temps troublés, ce ne sera pas simple de trouver le moyen de donner un contenu concret à ces nouvelles orientations et, plus généralement, de maintenir l'élan initial de toute l'Initiative.

Tout cela pour dire que si la Chine peut espérer sortir de la crise en moins mauvais état que les démocraties occidentales, le monde avec lequel elle va renouer ne sera plus le même. L'environnement globalement accommodant dont elle a longtemps bénéficié - jusqu'à l'arrivée de Donald Trump en tout cas - est définitivement derrière nous. C'est avec un monde moins ouvert, beaucoup plus circonspect, plus méfiant à son égard qu'elle va devoir traiter et faire des affaires. Autrement dit, sa marche en avant va devoir désormais suivre un chemin nettement plus escarpé où les possibilités de rattraper les Etats-Unis seront moins ouvertes qu'auparavant.

## LE RÔLE DES SITUATIONS INTÉRIEURES

Un dernier point reste en suspens : quelle sera, de part et d'autre l'évolution de la situation intérieure ? En Occident, la crise des subprimes a donné un coup de fouet au populisme. On ne peut pas croire que celle du COVID 19 va rester sans conséquence. Par exemple, la pandémie fait davantage ressortir les inégalités : pénibilité différenciée du confinement en fonction des conditions de logement ou plus encore, mortalité différenciée en fonction des quartiers comme au Royaume-Uni ou en fonction des origines ethniques comme aux Etats-Unis, hausse vertigineuse du chômage, naturellement différenciée elle aussi... Les tensions sociales, déjà fortes dans certains pays comme la France, vont nécessairement s'en ressentir et affaiblir les démocraties. Une conséquence possible est l'exaspération des tensions intérieures ; une autre, la recrudescence de campagnes anti chinoises. En Chine, le choix qui a été fait pour maîtriser la situation politique intérieure est celui de la manière forte associée à la relance d'un nationalisme virulent. Il tend à mobiliser la population d'une manière qui rappelle aux anciens l'époque de la Révolution Culturelle.

Au plan international néanmoins, ce choix comporte en tout cas de grands inconvénients pour la Chine elle-même, comme on vient de le voir. Si le prix à payer pour maintenir la tranquillité sociale à l'intérieur est si élevé, il faut croire que celle-ci est gravement menacée. Sans qu'on en sache grand-chose, on dispose d'indices qui suggèrent qu'elle pourrait bien l'être en effet : par exemple le tollé ravageur qui a suivi la mort du Dr Li ou l'article incendiaire de Ren Zhiqiang qui lui a valu de disparaître de la circulation. On peut aussi se dire que le ralentissement de la croissance et la montée du chômage sont susceptibles de troubler encore plus l'harmonie sociale. On peut également spéculer sur les débats qui se déroulent – ou non – au sein des instances dirigeantes du PCC. Inversement, à ce stade en tout cas, la comparaison des chiffres officiels des décès du fait du coronavirus suggère qu'au bout du compte, la Chine a beaucoup mieux maîtrisé la crise que les Etats-Unis et leurs alliés, lesquels continuent de patauger face à la maladie. L'image de l'Amérique commence à en être profondément atteinte et pour les Chinois, toujours prêts à se comparer à la puissance encore dominante, c'est un sujet de grande fierté, voire d'enivrement du sentiment national : il rejaillit nécessairement sur le PCC et renforce sa légitimité.

En tout cas, au-delà des critères quantitatifs, c'est de ces questions sans réponses que dépend aussi l'appréciation qu'on peut porter sur la situation relative des deux parties après la crise : ce qui signifie que sur ce point aussi, l'avenir est encore très ouvert.

---

### LA GOUVERNANCE MONDIALE RÉDUITE AU MINIMUM

Dans ce climat profondément dégradé, les organisations internationales éprouvent de plus en plus de difficultés à jouer leur rôle de forum capable d'accueillir le débat, de l'endiguer de l'apaiser et, si possible, d'apporter des conclusions positives et opérationnelles.

Ce ne sont certes pas les sujets de coopération qui manquent. Sur le front sanitaire, il serait très utile de partager toutes les informations disponibles sur les caractéristiques du virus et ses mutations, sur la manière dont chaque pays a organisé sa réaction de défense et les leçons qu'il y a lieu d'en tirer, sur la manière dont il prépare ou gère le dé-confinement, sur la répartition des recherches et sur leur financement concernant la mise au point du vaccin ainsi que sur la manière dont celui-ci, une fois mis au point, pourra être rendu disponible aussi équitablement et aussi efficacement que possible, en convenant des critères permettant d'établir un ordre de

priorités. Et puis, il y a aussi toutes les mesures à étudier et à mettre au point pour éviter le retour de ce genre de catastrophe sanitaire à l'avenir... Même chose sur le front économique. Il faudrait s'accorder sur les modalités de circulation internationale des produits et équipements sanitaires et sur celle des personnes, ne serait-ce que celle des nationaux à rapatrier, sur les mesures à prendre pour sauver de la faillite les pays en développement, pour relancer la demande mondiale, pour rétablir le fonctionnement des chaînes de valeur... Surtout, une coopération affichée entre les principaux acteurs mondiaux permettrait de rendre confiance aux consommateurs et aux entrepreneurs qui en ont bien besoin par les temps qui courent. Au lieu de cela, on assiste au retour à la loi de la jungle et au sauve-qui-peut. On voit des pays fermer leurs frontières sans même en prévenir leurs partenaires, se disputer le peu d'équipements de santé disponibles et même en détourner des cargaisons destinées à leurs alliés ou encore essayer de racheter des entreprises productrices de biens brusquement devenus stratégiques. Naturellement, en dehors de tentatives de coordination dans le cadre de l'Union Européenne, un tel contexte n'est guère favorable à la mise sur pied d'une coopération efficace.

Faute que les deux superpuissances se soient entendues pour mobiliser la planète, c'est la France qui a pris l'initiative de proposer une réunion du G7 pourtant placée cette année sous présidence des Etats-Unis ; c'est l'Arabie Saoudite qui a pris d'elle-même celle de réunir le G20 ; au Conseil de Sécurité des Nations Unies, il a fallu attendre le mois d'avril – alors que mars était un mois de présidence chinoise – pour qu'une séance du Conseil puisse enfin être organisée. Les Etats-Unis et la Chine y étaient bien présents mais comme par devoir, sans rien y proposer de décisif. Au total, loin de réagir avec un minimum d'énergie et de solidarité dans l'adversité, tout se passe comme si les institutions internationales elles-mêmes étaient détournées de leur vocation et devenaient le champ clos d'une lutte d'influence entre les deux superpuissances.



## CONCLUSION

Les Etats-Unis, à force de dénigrer le multilatéralisme depuis qu'ils ont cessé de le contrôler, croient de bonne politique de tourner le dos aux organisations ou traités qui n'ont pas – ou qui n'ont plus – le bonheur de leur plaire. De la Cour Pénale Internationale au Conseil des Droits de l'Homme, de l'UNESCO à l'OMS, en passant par les accords de Paris sur le climat ou ceux de Genève sur le nucléaire iranien, ou par l'Organe de règlement des différends de l'OMC, les exemples surabondent de ce genre de boycott. Ce faisant, les Etats-Unis s'imaginent, leur poids dans le monde étant ce qu'il est, que leur retrait suffira à frapper d'illégitimité ou de paralysie les institutions concernées et à réduire leur nocivité supposée.

C'est compter sans la Chine. Depuis une vingtaine d'années, celle-ci a investi le multilatéralisme de deux côtés : soit en créant des institutions nouvelles à sa mesure pour suppléer aux défaillances de celles qui existent en se donnant pour but de mieux répondre aux besoins des pays du sud – c'est le cas, entre autres, de l'Organisation de Coopération de Shanghai ou de l'Initiative sur les Routes de la Soie - ; soit en occupant le terrain négligé par les Etats-Unis dans les institutions existantes. Ainsi est-elle de plus en plus active aux Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix, de même à l'UNESCO, ou à l'Organisation Internationale de Normalisation ; ainsi ses ressortissants ont occupé ou occupent des positions dirigeantes dans un nombre croissant d'organisations telles que l'UIT, l'OACI, l'ONUDI ou la FAO. De la sorte, elle se met en position de force pour contrer les valeurs de la démocratie libérale et pour faire progresser la prise en compte du point de vue chinois dans le droit international.

En avril dernier, le vieux réflexe américain a trouvé une nouvelle occasion de se manifester lorsque Donald Trump a décidé de suspendre la contribution financière de son pays à l'OMS, accusée de se laisser manipuler par la Chine. Celle-ci a réagi d'une manière qui tend à devenir classique : en annonçant une augmentation substantielle de sa propre contribution. Après plusieurs rallonges successives, ladite contribution chinoise s'est accrue de 52% depuis 2014. Le mois précédent pourtant, les Etats-Unis avaient trouvé plus approprié de s'opposer frontalement à la Chine. Alors qu'une directrice adjointe chinoise de l'OMPI briguaît le poste de directrice, Washington a suscité un candidat singapourien et fait activement campagne en sa faveur. Au bout du compte, c'est lui qui a fini par l'emporter.

Au total, que les deux puissances qui tiennent entre leurs mains une bonne partie du sort de la planète se montrent si peu pénétrées de leurs responsabilités vis-à-vis des autres est un spectacle navrant. Il n'en est que plus urgent que le seul recours imaginable, c'est-à-dire l'Europe, se mobilise encore plus énergiquement pour appeler le monde à la raison. Evidemment, entre les disputes sur le Brexit et celles sur la solidarité financière entre pays du Nord et du Sud, et avec les échéances de court terme écrasantes qui assaillent les gouvernements européens, la tâche n'est pas aisée, pour dire le moins. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas la tenter, avec conviction et opiniâtreté, car c'est la seule voie possible.